

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 142 (1997)
Heft: 12

Artikel: À l'occasion de la 2e Rencontre Coudenhove-Kalergi : entretien avec le commandant de corps Jean Abt
Autor: Abt, Jean / Ottiger-Dumitrescu, Dan
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345829>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A l'occasion de la 2^e Rencontre Coudenhove-Kalergi

Entretien avec le commandant de corps Jean Abt

Les idées de Richard N. Coudenhove-Kalergi (1894-1972), qui prônaient, déjà en 1922, la construction de l'Europe¹, ont mobilisé une fois de plus l'imagination et l'énergie de Marco Pons et d'André Poulin, co-présidents de Paneurope Suisse. Ils ont organisé les 5 et 6 septembre 1997, à Gstaad, en collaboration avec la Fondation Coudenhove-Kalergi, une deuxième réunion internationale sur le thème *La Grande Europe : une politique au service des Européens*. Trois exposés méritent à notre avis, une attention particulière, l'un sur la sécurité par l'amiral Pierre Lacoste, ancien patron de la Direction générale de la sécurité extérieure (services de renseignements), le deuxième sur la défense par le commandant de corps Jean Abt, le troisième sur la neutralité par Georges-André Chevallaz, ancien président de la Confédération. Toutes les communications présentées durant ces deux journées seront publiées sous la forme d'Actes².

Le commandant de corps Jean Abt rappelle d'abord que, depuis de nombreuses années, les réflexions sur la sécurité de la Suisse s'inscrivent dans un contexte européen. Aussi l'effort de défense du pays représente-t-il une contribution réelle à la sécurité du continent. Il fait mention du sentiment de reconnaissance qu'il éprouve à l'égard de ses parents, de leur génération, « dans les circonstances de la polémique actuelle ». Ils n'ont certainement pas mérité « la diffamation et l'irrespect ». Il met en évidence divers facteurs d'instabilité : le réveil toujours possible des démons impérialistes et idéologiques, les potentiels nucléaires et chimiques, la lutte pour les res-

sources vitales, l'explosion démographique, la misère qui touche de nombreux pays, le fondamentalisme, le terrorisme, etc. Une politique de sécurité ne peut plus se limiter à la seule défense des territoires et des populations, mais elle doit envisager une défense globale, civile, sociale, économique et culturelle.

D. O. D. : Dans votre exposé de ce matin, vous avez parlé du civisme. C'est en pensant tout particulièrement aux jeunes d'aujourd'hui ?

Jean Abt : Je pense que la sécurité d'une communauté nationale ou internationale, la défense de ses intérêts, de ses conditions de vie, de ses biens, de sa

terre – cette défense-là n'est pas la part exclusivement des spécialistes, de quelques experts, voire de militaires seulement. C'est l'affaire de toute la communauté, de toutes les citoyennes et tous les citoyens. On ne peut fournir cet effort que si l'on est sensibilisé à cette dimension et prêt à placer dans le temps, la durée, l'effort de réflexion et d'engagement. C'est pourquoi j'appelle cela du civisme.

D. O. D. : Qui devrait être responsable de la transmission de ce savoir ?

J. A. : Nous. Vous et moi, notre génération. La génération des aînés, indépendamment des professions qui sont les nôtres. Natu-

¹ Cf. Guido H. Poulin : « Les vues de l'Union Paneuropéenne », RMS, 10/1995.

² En 1995 ont été publiés les Actes de la première rencontre Coudenhove-Kalergi (160 pages).

rellement, je vois cela inscrit dans une démarche d'enseignement des choses de la vie et des communautés, des droits et des devoirs. Par conséquent, je ne le limiterais pas aux écoles. C'est aussi l'affaire des parents, c'est l'affaire des partis politiques, des médias. C'est une affaire d'information. J'insiste sur ce terme parce que, aujourd'hui, trop souvent nous subissons de la désinformation.

D.O.D. : Comment pourrait-on contrecarrer le fléau de la désinformation ?

J. A. : Il faut être attaché à la vérité. Pour des questions essentielles, la recherche de la vérité peut demander beaucoup de temps, beaucoup d'efforts, mais il ne faut jamais renoncer. La vérité n'est jamais totalement pure, totalement claire, comme un cristal. Cependant, lorsque les gens sont concernés par cet effort d'éducation, d'instruction, d'information, il faut qu'ils aient d'abord des convictions et ne se laissent pas ébranler par la désinformation. Naturellement, on se met en question tous les jours. Il faut donc vérifier ses convictions, vérifier si sa vérité est la « vraie » vérité !

D. O. D. : Depuis des décennies, l'Occident a été la cible de la désinformation massive orchestrée par les

services spéciaux des pays communistes. Croyez-vous qu'aujourd'hui la désinformation est dans un état de « somnolence » ?

J. A. : Pas du tout ! Vous évoquez ce temps où la désinformation s'inscrivait dans un cadre, dans une démarche idéologique claire et précise. Aujourd'hui, nous sommes dans un désordre idéologique ; l'effondrement de l'Union soviétique, l'éclatement du Pacte de Varsovie en tant qu'organisation militaire ont laissé la place à un fâcheux délabrement. Lorsque les Soviétiques, en particulier l'un des conseillers de Gorbatchev³, nous disaient qu'ils allaient nous jouer un mauvais tour, c'est-à-dire « nous priver d'ennemi », c'était effectivement un

mauvais tour. Nous sentons aujourd'hui que la situation n'est pas claire, pas sûre, voire dangereuse, et pour longtemps encore. On est dans une situation de désinformation qui sert en particulier des organisations non-gouvernementales, des organisations à caractère mafieux, etc. Et qui découle, dans une large mesure, d'un certain angélisme de notre côté.

D. O. D. : Après quatre-vingts ans de communisme, comment être toujours aussi « angélique » ?

J. A. : Il y a longtemps que cela dure. Voyez d'autres circonstances historiques ! Les pays d'Europe occidentale, la Grande-Bretagne et la France en parti-



³ Dans son ouvrage *Intox. CIA - KGB. La guerre des mots* (Stock, 1989), Edward J. Epstein écrit : « En juin 1988, dans *Kommunist*, Guéorgui Arbatov, membre du Politburo de Gorbatchev, définit une stratégie soviétique pour gagner sans combat. « L'image de l'ennemi », qui est en train de s'effriter, a été (...) vitale pour la politique des Etats-Unis et de leurs alliés. La destruction de ce stéréotype (...) est l'arme de Gorbatchev. » (p.267)



culier, étaient tout aussi angéliques par rapport à Hitler ! Hitler avait écrit ce qu'il allait faire, mais on est allé tout de même à Munich signer n'importe quoi ! L'angélisme camoufle parfois le manque de courage, de caractère, de volonté pour affirmer ses positions et les défendre. J'imagine que c'est un risque constant, qui nous guettera toujours.

D.O.D. : Comment voyez-vous la défense européenne et quel serait le rôle de la Suisse ?

J. A. : Quel est le rôle de la Suisse ! Nous sommes des acteurs. L'effort de défense de la Suisse est une contribution à la défense de

l'Europe. Hier déjà, aujourd'hui aussi, dans le futur également. C'est en Suisse qu'il y a la plus grande densité de passages, de transport de marchandises et de personnes entre le Nord et le Sud du continent. C'est une prestation que nous offrons à l'Europe. C'est 40 000 km² de territoire dont on n'a pas à se méfier : aucune guerre, aucun conflit ne partira de la Suisse. C'est une terre où nous sommes prêts à accueillir toutes les conférences pour la paix ou pour la défense des droits de l'homme. C'est une population qui rassemble plusieurs cultures faisant – comme dans un laboratoire – la démonstration qu'il est possible de vivre entre frères de cultures différentes.

Je n'ai jamais considéré la Suisse comme étant en dehors de l'Europe. D'ailleurs, je n'aime pas cette image de « hérisson » que l'on donne de la Suisse. Elle ne convient pas du tout. Ce que je fais, je le fais pour mon pays, naturellement, et des dizaines de milliers de concitoyens avec moi. Mais en étant conscients que la Suisse a une personnalité et une authenticité affirmées au sein de l'Europe. J'espère que l'évolution sur le continent ira dans un sens similaire à celui que les Suisses ont trouvé autrefois, quand ils étaient batailleurs les uns envers les autres. Je l'espère, mais il faut beaucoup de temps. Un phénomène aussi important ne peut pas se réaliser en une nuit... comme une poussée de champignons !

D. O. D. : Les temps sont troubles, surtout à cause de ceux qui, à l'extérieur et à l'intérieur du pays, dénigrent la Suisse. Considérez-vous que l'armée a un rôle à jouer pour créer une sorte d'écran protecteur pour les Suisses qui peuvent se sentir quelque peu agressés ?

J. A. : Un écran protecteur n'est pas nécessaire. Je revendique, une fois de plus, cette volonté d'aller vers la vérité, de connaître la vérité. Au sujet de ces polémiques concernant mon pays et ses relations avec les Européens dans les années 1939-1945, c'est clair que nous avons maintenant des turbulences qui me paraissent exagérée, in-

justes. Comme une espèce de complot de quelques lobbies intéressés. Je répète que c'est une diffamation à l'adresse de la génération de mes parents.

L'armée n'est pas un écran protecteur, mais un forum où l'on peut aussi aborder ce problème-là, où l'on a l'occasion d'expliquer le rôle de l'armée dans la situation où se trouvait le pays durant la Seconde Guerre mondiale, une situation qui pourrait se reproduire – qui sait ? – sous une autre forme. Il faut adopter une démarche civique : prendre un cas concret, y réfléchir et en tirer les enseignements. L'Armée peut servir, accessoirement, d'endroit où l'on réfléchit et où l'on donne à une telle démarche une dimension civique, non pas idéologique ni partisane.

D. O. D. : Quelles nouvelles initiatives attendez-vous des détracteurs de l'armée, le GssA notamment, dont les activités passent pour saugrenues aux yeux de certains ?

J. A. : Ce n'est pas saugrenu ! Il faut prendre les

choses au sérieux, surtout dans un pays où la démocratie est pratiquée d'une manière aussi claire. En même temps, il faut croire à cette démocratie. Vous évoquez le 26 novembre 1989. Deux semaines après la chute du mur de Berlin ! On vivait dans une euphorie de liberté nouvelle et de conférences sur le désarmement ; Reagan et Gorbatchev se voyaient régulièrement, à Genève, à Reykjavik, à Moscou, etc. Deux semaines après la chute du mur, dans cette atmosphère euphorique, le peuple suisse a voté pour le maintien de son armée, avec deux tiers de majorité. Il voulait donc une armée crédible, moderne, efficace, ce qu'il a confirmé le 6 juin 1993, lors des votations sur les F/A-18 et les places d'armes. Le peuple voulait une armée crédible techniquement, mais aussi dans le domaine de l'instruction. Et cela s'est répété à l'occasion d'autres votations, récemment, quand le peuple suisse a refusé l'interdiction d'exportation de matériel de guerre, d'armement et d'équipement industriel.

J'ai confiance en cette démocratie. Lorsqu'un problème se pose, le vrai courage est de l'aborder, d'en discuter et que tous les arguments soient expliqués. Les arguments les plus crédibles pour l'intérêt du pays, de la communauté finissent par gagner. C'est valable, non seulement pour aujourd'hui, mais aussi dans le futur. Je ne prends donc pas ces choses à la légère, je ne veux pas les banaliser. C'est un défi, comme la démocratie est un défi.

D. O. D. : Quels sont les rapports entre les médias et l'armée ?

J. A. : D'abord, je les considère comme absolument nécessaires. L'armée est là ; les médias sont là. Je me réjouis de ces rapports. Je souhaiterais cependant qu'ils soient plus fréquents et qu'ils nous permettent – autant qu'à nos détracteurs – de nous exprimer et de faire valoir nos réflexions et nos arguments. Pas deux poids, deux mesures !

**Propos recueillis
le 6 septembre 1997
par Dan Ottiger-
Dumitrescu**